

KIT D'EXÉCUTION 90 JOURS

Exemple · Diagnostic Loi 25 pour PME

Préparé pour **Atelier Boréal inc.** — entreprise entièrement fictive utilisée uniquement pour montrer le niveau de détail.

Score fictif : 56/100 · Priorité : agir avec méthode

Cet aperçu ne constitue ni un audit certifié ni un avis juridique. Le document acheté est personnalisé avec le nom de l'entreprise et ses réponses.

Lecture du diagnostic

Section	Résultat fictif
Inventaire et finalités	43 %
Transparence et formulaires	68 %
Accès et fournisseurs	54 %
Incidents et demandes	59 %

Trois priorités illustratives

Compléter l'inventaire

Relier chaque catégorie de renseignements à une finalité, un système, des accès et une règle de conservation.

Formaliser les demandes

Centraliser la réception, la vérification d'identité, la recherche et la réponse.

Tenir un registre d'incidents

Documenter les faits, l'évaluation du risque, les décisions et les actions préventives.

Ce document aide à structurer le travail. Il ne constitue pas un avis juridique ni une attestation de conformité.

Plan d'action et outils

Extrait de la feuille de route. Le kit complet relie chaque action à vos réponses et fournit des gabarits éditables.

Dans les 30 premiers jours

- Recenser les principaux formulaires, systèmes et fournisseurs.
- Adapter la procédure de demandes et confirmer le canal officiel.
- Ouvrir les registres d'inventaire et d'incidents avec les responsables.

Cap sur 90 jours

- Valider les finalités, accès et règles de conservation prioritaires.
- Faire un exercice fictif de demande d'accès ou de rectification.
- Revoir les formulaires et la politique avec les constats de l'inventaire.

Gabarits compris

Inventaire des données · XLSX	Cartographier collecte, usage, accès et conservation.
Registre d'incidents · XLSX	Tracer les évaluations et mesures prises.
Procédure + textes · DOCX	Traiter les demandes et adapter les formulaires.

Conditions du kit

Accès pendant 730 jours. Crédit de 29 \$ CAD valide 90 jours sur un accompagnement admissible.
Remboursement demandé dans les 7 jours avec révocation de l'accès.